

PROJET AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE LOCALE DE L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL. (GOUVERNORATS : BIZERTE, BEJA, KASSERINE ET ZAGHOUAN)

RAPPORT DE CLOTURE DU PROJET



2012-2017

i. Table des matières

<u>LISTE DES ACRONYMES</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>I. LE CONTEXTE DU PAYS ET DOMAINE D'INTERVENTION PERTINENT POUR LE PNUD</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>DEFINI.</u>	
1. <u>GENERALITE SUR LES RESSOURCES EN EAU EN TUNISIE</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2. <u>GENERALITE SUR LE SECTEUR DE L'EAU POTABLE</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3. <u>LA GESTION DES SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE (SAEP) EN MILIEU RURAL</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4. <u>LES CONTRAINTES ENTRAIVANT L'EVOLUTION DU SECTEUR DE L'EAU</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>II. DESCRIPTION DU PROJET</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>III. RESULTATS ATTENDUS ET REALISATION DU PROJET</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>IV. FAST FACTS IN NUMBERS</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1. <u>ASPECT GENRE</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2. <u>REINFORCEMENT DE CAPACITE DES ACTEURS LOCAUX ET REGIONAUX « ASSISTANCE TECHNIQUE »</u> :	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3. <u>ACTIVITES DES ONG</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4. <u>REHABILITATION DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6. <u>DOCUMENTATION DES BONNES PRATIQUES DANS LES DIFFERENTES PHASES DU PROJET</u> :	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>V. SUIVI & EVALUATION DU PROJET</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>VI. IMPACT DU PROJET SUR LA VIE / COMPORTEMENT DES BENEFICIAIRES</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>VII. DURABILITE DU PROJET, LES LEÇONS APPRISES ET LES RECOMMANDATIONS</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>VIII. ANNEXE</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>IX. RAPPORT FINANCIER</u>	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

LISTE DES ACRONYMES

AEP	Alimentation en Eau Potable
AGR	Activités Génératrices de Revenues
APEL	Association de Promotion d'Emplois et de Logement
ARPE	Association Régionale de Protection de l'Environnement
ATPDD	Association Tunisienne de promotion du Droit à la différence
BF	Borne Fontaine
BFR	Bureau de la Femme Rurale - Ministère de l'Agriculture
BI	Branchement individuel à domicile
CA	Conseil d'Administration
CGDR	Commissariat Général de Développement Régional
COFIL	Comité de Pilotage
CRDA	Commissariat Régional au Développement Agricole
DGGREE	Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux
EPR	Eau Potable Rurale
FJCC	Forum des Jeunes pour la Culture Citoyenne
GAR/ABDH	Gestion Axée sur les Résultats/ Approche basée sur les droits de l'Homme
GDA	Groupement de Développement Agricole
GETF	Global Environment & Technology Foundation
GR	Génie Rural
MDICI	Ministère de Développement et l'Investissement et de la Coopération Internationale
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance
ODCO	Office de Développement Centre Ouest
ODD	Objectif de Développement Durable
ODNO	Office de Développement Nord ouest
OMD	Objectif millénaire de Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat Public-Privé
SAEP	Système d'Alimentation en Eau potable
SONEDE	Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
STEP	Stations de Traitement des Eaux et d'Épurations
TDR	Termes de Référence

INFORMATIONS GÉNÉRALE

Intitulé du projet:	Amélioration de la gouvernance locale de l'eau potable en milieu rural
Award ID et le N° du Projet :	Award ID : 00060762 Project ID : 00076647
Durée initiale du Projet:	36 mois
Extension(s) accordée (si applicable):	Le projet a eu 2 extensions : de 14 mois
Agence d'exécution:	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD- Tunisie)
Partenaire de mise en œuvre:	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) Direction Générale de Génie Rural et de l'Exploitation de l'Eau (DGGREE)
Budget Total:	\$US 2.421,56
	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement TUN : \$US 493,247 PNUD TRAC : \$US 73,133 - DDC-Gov of Finland : \$US 110,000 - GETF : \$US 600,000 - Gouvernement Japonais : \$US 1,000,000
Contribution d'autres donateurs :	WGP-AS : \$US 145,000
Lien avec l'UNDAF (Effet)	Axe 2- Modèle économique inclusif, durable et résilient. Effet 2- D'ici à 2019, les acteurs régionaux gèrent d'une manière efficace et exploitent d'une manière optimale, durable et inclusive les ressources régionales.
Lien avec le CPD et avec le CPAP (Effet/Produit)	Produit 4.2.1 : Une gouvernance participative favorisant l'utilisation durable, équitable et résiliente des ressources naturelles et écosystèmes est promue.
Date du rapport:	FEVRIER 2018
Personne contact du partenaire national	Mr Ridha Gabouj Directeur Général de la Direction Générale de Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux
Personne contact au PNUD	Mme Jihene Touil Chargée de Programme de l'Environnement et l'Énergie

RESUMÉ DU PROJET

1- Brève description du projet :

Le projet consiste à appuyer le gouvernement de la Tunisie dans la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire (OMD7 : Assurer un environnement durable) et précisément la cible 7.C « Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à un système d'assainissement de base ». et l'objectif de développement durable n° 6 (ODD6) , quant à lui, consiste à « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Le projet est réalisé en collaboration avec les acteurs et partenaires nationaux, régionaux et locaux et suivant une approche participative, pluridisciplinaire et multi-acteurs. Le projet encourage et consolide la participation et le partenariat dans le processus de décision au niveau régional et local pour une meilleure gouvernance de l'eau potable en milieu rural. Il sert à opérationnaliser les mécanismes au niveau régional et local pour permettre la participation de la population locale avec un focus sur l'aspect genre, de la société civile et le secteur privé dans la planification et la mise en œuvre de l'exploitation et de la gestion des projets d'alimentation en eau potable. Les acquis du projet et les bonnes pratiques sont documentés, diffusés et leur répliation dans d'autres régions et dans d'autres pays similaires est encouragée à travers la réalisation des documents de communication sur les résultats et les bonnes pratiques .

RESULTATS DU PROJET ET REALISATIONS

1- Les résultats prévus du projet avant son démarrage¹

Le projet « Amélioration de la Gouvernance Locale de l'Eau Potable en Milieu Rural » s'articule autour d'un effet, trois produits, et 8 sous/produits, à savoir :

Effet : La gouvernance de l'eau potable en milieu rural dans 4 gouvernorats est améliorée à travers une participation et un partenariat consolidé dans le processus de décision aux niveaux régional et local.

Produit 1 : L'eau potable est mieux gérée en milieu rural et 1500 familles au moins ont un accès plus facile et une meilleure gestion de l'Eau avec une implication plus importante des femmes dans la prise de décision qui y est liée.

- **Produit 1.1.** Les organisations de base de gestion de l'eau potable en milieu rural, dans les régions de Zaghouan, Bizerte, Kasserine et Béja, sont étudiées et analysées sur le plan socioéconomique selon une perspective genre

- **Produit 1.2.** Les capacités des organisations de base de gestion de l'eau potable en milieu rural son renforcées avec sensibilisation à l'importance de l'intégration de la dimension genre dans leur organisation et fonctionnement

- **Produit 1.3.** Un système de gestion de l'eau potable en milieu rural qui assure la durabilité est mis en place dans les trois prochaines années.

- **Produit 1.4.** Le cadre institutionnel de gestion de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats du projet est renforcé

Produit 2. Mécanismes aux niveaux, régional et local pour permettre la participation des populations (hommes, femmes et jeunes), de la société civile et du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre des programmes d'eau potable en milieu rural sont renforcés

¹ Source : Document du Projet, Cadre des résultats

- **Produit 2.1.** Les systèmes d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet sont analysés améliorés et l'accès à l'eau est facilité pour les bénéficiaires et notamment pour les femmes.

Produit 3 : Le projet est géré de manière participative et les bonnes pratiques sont documentées, largement diffusées et leur répliation dans d'autres sites est encouragée.

- **Produit 3.1.** Les bonnes pratiques de gestion de l'eau potable en milieu rural sont vulgarisées et leur répliation sur d'autres sites facilités.

- **Produit 3.2.** La gestion et Suivi du projet seront réalisés

- **Produit 3.3.** L'expérience est évaluée et documentée et un rapport de continuation du projet (durabilité) est préparé.

2- Résultats atteints et progrès réalisés ²

Les résultats obtenus au terme de ce projet sont très proches de ce qui était initialement attendu et peuvent être considérés comme méritoires, mais insuffisants pour conclure que le projet a répondu pleinement à la finalité suprême recherchée, à rappeler l'initiation d'un système amélioré de gouvernance locale de l'eau potable en milieu rural.

Sur les huit (08) sous-produits attendus, l'on peut considérer que les sept (06) énumérés ci-après ont été atteints :

Produit 1 : trois (3) sur les quatre sous-produits attendus, ont été atteints (à savoir les sous-produits : 1.1, 1.2, et 1.4) quant au sous-produit 1.3 : Un système de gestion de l'eau potable en milieu rural qui assure la durabilité est mis en place n'a été atteint que partiellement : Des défis restent à relever pour consolider ce sous-produit qui permettra d'asseoir d'une manière durable une gouvernance locale améliorée de l'eau potable dans les localités cibles du projet et pour en faire un modèle viable de gouvernance communautaire de l'eau potable en milieu rural.

Produit 2 : Le sous-produit 2.1 a été pleinement atteint avec une augmentation du nombre de familles bénéficiaires de 1500 à 3508 (11250 à 18290 bénéficiaires, + 63%) suite à l'augmentation du nombre des localités d'intervention de 12 à 18 localités.

Produit 3 : les sous-produits 3.2 et 3.3 sont pleinement atteints, quant au sous-produit 3.1 « Les bonnes pratiques de gestion de l'eau potable en milieu rural sont vulgarisées et leur répliation sur d'autres sites facilités » est partiellement atteint » : bien que les résultats et bonnes pratiques du projet ont été documentés (film documentaire, capsules de témoignage, animation 2 D, Rapport de capitalisation des résultats et bonnes pratiques et le guides de formation et de bonne gouvernance des GDA), leur vulgarisation n'est faite que dans les rares occasions qui se sont présentées.

3- Les principales réalisations du projet

- L'accès continu à une eau potable est assuré à 18 292 habitants dont 9247 femmes dans 18 localités rurales.
- 293 bénéficiaires dont 95 femmes : techniciens des CRDA, membres des GDA, autorités locales et usagers de l'eau ont vu leur capacité de gestion financière et techniques des SAEP renforcée, à travers la mise en œuvre du programme d'assistance technique
- Acquisition de 4 véhicules 4X4 pour renforcer les cellules d'encadrement des GDA aux CRDA de Béja, Bizerte, Kasserine et Zaghuan
- 1293 bénéficiaires (membres GDA, Usagers, écoliers et instituteurs) ont été formés et sensibilisés sur les aspects : gestion communautaire de l'eau potable en milieu rural, l'économie de l'eau, respect de l'environnement, gestion de conflits dans le cadre du partenariat avec les organisations de la société civile.
- Étude diagnostique sur le genre élaborée en émanant sur 14 plans d'action pour l'intégration des femmes dans la prise de décision liée à l'eau potable. L'étude et les plans ont été partagés avec les partenaires nationaux et internationaux
- 8 femmes élues dans les conseils d'administration des GDA

² Source : Rapport d'Évaluation du projet « Amélioration de la Gouvernance Locale de l'Eau Potable en Milieu Rural ».

- Une conférence internationale sur la gouvernance et la gestion participative de l'eau potable rurale a été organisée avec la participation des experts de 15 pays de 300 représentants et responsables des institutions nationales, des directions régionales, ONG, GDA, des entreprises privées et des bureaux d'études.

PRODUIT 1

1- Description des produit et les résultats attendus

Produit 1 : L'eau potable est mieux gérée en milieu rural et 1500 familles au moins ont un accès plus facile et une meilleure gestion de l'Eau avec une implication plus importante des femmes dans la prise de décision qui y est liée.

- **Produit 1.1.** Les organisations de base de gestion de l'eau potable en milieu rural, dans les régions de Zaghouan, Bizerte, Kasserine et Béja, sont étudiées et analysées sur le plan socioéconomique selon une perspective genre
- **Produit 1.2.** Les capacités des organisations de base de gestion de l'eau potable en milieu rural son renforcées avec sensibilisation à l'importance de l'intégration de la dimension genre dans leur organisation et fonctionnement
- **Produit 1.3.** Un système de gestion de l'eau potable en milieu rural qui assure la durabilité est mis en place dans les trois prochaines années.
- **Produit 1.4.** Le cadre institutionnel de gestion de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats du projet est renforcé

2- Les réalisations sur le produit et sa contribution à l'atteinte des résultats du projet

Produit 1.1. :

- 40 GDA dans les 4 gouvernorats d'intervention du projet ont été étudiés et analysés sur les plans : socioéconomique intégration du genre, et performance de la structure
- Un plan de renforcement de capacités des GDA élaboré en concertation avec tous les acteurs Nationaux, régionaux et locaux et en tenant compte des besoins spécifiques de chaque GDA.
- Élaboration d'une étude diagnostique sur le Genre dans 14 parmi les 18 localités du projet.

- Produit 1.2.

- Mise en œuvre du plan de renforcement de capacités et d'assistance technique : 18 ateliers de formation action (12 locaux, 4 régionaux, 2 nationaux) sont organisés au profit de 293 bénéficiaires, parmi d'autres :
 - 38 (dont 5 femmes) membres des CA des GDA et 8 dont (2 femmes) membres d'associations locales
 - 25 techniciens des cellules d'encadrement des GDA dans les 4 CRDA
 - Ainsi, 14 visites de suivi et d'encadrement dans les sites du projet ont été organisées.
 - 4 visites d'étude organisées pour des organisations de base de gestion de l'eau potable en milieu rural à succès pour voir des expériences réussites, au profit des membres des GDA et techniciens des cellules d'encadrement des GDA aux 4 CRDA concernés.

- Mise en œuvre de 4 projets par des associations locales (1293 bénéficiaires dont 608 femmes : membre de GDA, CRDA, usagers et écoliers)

- Produit 1.3.

- Un système de gestion de l'eau potable en milieu rural est amélioré à travers :
 - Le renforcement de capacités de gestion administrative, financière et technique
 - La mise à disposition des GDA des outils de suivi (registres comptables, de suivi technique et administratif)
 - La mise à la disposition des GDA et les cellules d'encadrement des GDA des Guides et d'une animation 2D sur la bonne gouvernance des SAEP

- **Produit 1.4.** Le cadre institutionnel de gestion de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats du projet est renforcé à travers :
 - la formation de 25 techniciens chargés d'encadrement des GDA dans la communication, la gestion des conflits et les techniques de coaching des GDA
 - Acquisition de 4 véhicules tout terrain pour les cellules d'encadrement des GDA dans les 4 CRDA concernés par le projet afin de faciliter les déplacements sur sites et assurer l'encadrement de proximité.

Critère de qualité (Indicateurs de suivi de la bonne mise en œuvre de l'activité)	Méthode (Réunions tenues, visites sur terrain, etc....)	Résultat(s) des activités		
		Appréciation du bénéficiaire (Quelle est la valeur ajoutée des résultats de l'activité ?)	État des ressources affectées (taux d'utilisation des ressources par activité)	Respect du délai d'exécution
Validation des études de diagnostic par tous les acteurs régionaux et nationaux : Indicateur : nombre de GDA à étudier	Réunions de restitution et validation		<u>100%</u>	Les délais ont été respectés par rapport à ce qui est prévu
Validation par l'unité de gestion de projet et par les acteurs locaux des différentes étapes de préparation du plan d'assistance technique. Indicateur : Existence d'un plan d'assistance technique tiens compte les besoins spécifiques de chaque GDA est élaboré en concertation avec tous les acteurs	Réunions de validation et ateliers de concertation avec les bénéficiaires de la formation. Mission ad hoc au démarrage de projet pour vérifier l'acceptabilité des bénéficiaires aux composantes et modules du plan de l'assistance technique	Les acteurs ont apprécié le fait d'avoir été associés à l'identification des modules de formation.	<u>100%</u>	Les délais ont été respectés par rapport à ce qui est prévu
Suivi de la mission par l'équipe de projet et validation des rapports de l'assistance technique, des guides réalisés dans le cadre de la mission de l'assistance techniques par les acteurs régionaux et nationaux Indicateurs : Nombre des membres de CA de GDA, des ONG et de techniciens des CRDA et usagers formés sur les aspect techniques, financier et administratif	Visite sur terrains et organisation des réunions et ateliers de restitution et validation (Ateliers régionaux et un atelier national) L'implication d'autres usagers et représentants des ONG et autorité locales afin d'assurer la durabilité des résultats.	La maîtrise des nouveaux outils de gestion des SAEP par les membres des GDA, nouvelles techniques de coaching pour les encadreurs des GDA (techniciens des CRDA)	<u>100%</u>	Les délais ont été respectés par rapport à ce qui a été prévu

PRODUIT2

1- Description du produit et les résultats attendus

Produit 2. Mécanismes aux niveaux, régional et local pour permettre la participation des populations (hommes, femmes et jeunes), de la société civile et du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre des programmes d'eau potable en milieu rural sont renforcés

- **Produit 2.1.** Les systèmes d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet sont analysés améliorés et l'accès à l'eau est facilité pour les bénéficiaires et notamment pour les femmes.

Les systèmes d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet sont identifiés et améliorés.

- Action 2.1.1 Réaliser des diagnostics participatifs basés sur l'intégration du genre pour analyser les systèmes d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet

- Action 2.1.2. Les microprojets de remise en état des SAEP sont mis en œuvre pour améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau potable dans des sites pilotes dans les quatre gouvernorats du projet.

2- Les réalisations sur le produit et sa contribution à l'atteinte des résultats du projet

Produit 2.1:

3- 2.1.1: Diagnostic participatif, état des lieux, étude de faisabilité et analyse socioéconomique réalisés et ont concerné 22 SAEP dans les quatre gouvernorats d'intervention du projet. 12 SAEP ont été retenus pour leur réhabilitation et remise en état et 6 autres SAEP ont été ajoutés suite à la mobilisation des fonds supplémentaires.

4- 2.1.2: Réhabilitation et extension de 18 SAEP en faveur de 18292 usagers (9247 femmes) dans les quatre gouvernorats.

Critère de qualité (Indicateurs de suivi de la bonne mise en œuvre de l'activité)	Méthode (Réunions tenues, visites sur terrain, etc....)	Résultat(s) des activités		
		Appréciation du bénéficiaire (Quelle est la valeur ajoutée des résultats de l'activité ?)	État des ressources affectées (Taux d'utilisation des ressources par activité)	Respect du délai d'exécution
Indicateur : Des études sont réalisées ; leurs conclusions sont Documentées et diffusées	Diagnostics participatifs, et des analyse socioéconomique et études de faisabilités techniques ont été validés	Une participation active de la population locale dans les diagnostic, analyses et études élaborés	100%	<u>Les délais ont été respectés</u>
Indicateur : Nombres de SAEP réhabilités	et approuvés par tous les acteurs nationaux, régionaux et les représentants des usagers (GDA)	Les représentants de la population locale (GDA) ont participé pour la 1 ^{ère} fois aux réunions de démarrage, de suivi technique, ainsi leur participation au contrôle des travaux.	100%	Des amendements de délais ont été faits suite à la non réaction des entreprises hydrauliques aux 1 ^{er} appels d'offre lancés
Indicateur : Nombre de famille et bénéficiaires pour lesquels l'accès à l'eau potable est facilité	Les travaux de réhabilitation ont été réalisés sous le contrôle techniques des services techniques compétentes et les GDA			

PRODUIT 3

1- Description du produit et les résultats attendus

Produit 3 : Le projet est géré de manière participative et les bonnes pratiques sont documentées, largement diffusées et leur répliation dans d'autres sites est encouragée.

- Produit 3.1. Les bonnes pratiques de gestion de l'eau potable en milieu rural sont vulgarisées et leur répliation sur d'autres sites facilités.
- Produit 3.2. La gestion et Suivi du projet seront réalisés
- Produit 3.3. L'expérience est évaluée et documentée et un rapport de continuation du projet (durabilité) est préparé.

2- Les réalisations sur le produit et sa contribution à l'atteinte des résultats du projet

Action 3.1.1 :

- Les Études diagnostique sur le genre et les plans d'intégration des femmes rurales à la prise de décision liée à l'eau potable ont été diffusés auprès des partenaires nationaux et régionaux (ODCO, ODNO, BAFR, MARHP, MAFFE, MIDCI et les 4 CRDA concernés par le projet), ainsi que des organismes internationaux (FAO, UNSCO) .
- Réalisation des produits de communication : documentaire et 7 capsules de témoignage des bénéficiaires et acteurs régionaux et locaux
- Réalisation et diffusion de 500 CD d'animation 2 D de sensibilisation et acculturation sur la gouvernance de SAEP et GDA (diffusion auprès des acteurs nationaux à l'occasion du lancement de la campagne de l'économie de l'eau lancer par le gouvernement tunisien le 27 mars 2017) et diffusion sur 20 CRDA concernés par la problématique de la gestion de l'eau potable rurale.
- Élaboration d'un document de communication pour la capitalisation des résultats et bonnes pratiques du projet.
- Action 3.1.2. Organiser des visites d'échanges :
 - 4 visites d'échanges pour les GDA du projet ont été organisées a des GDA à succès (une visite par gouvernorat).
 - Une visite d'échange pour les femmes rurales des différentes localités d'intervention à une structure féminines à succès (Société Mutuelle de service Agricole féminine).
- Action 3.1.3 Organiser et participer aux ateliers et séminaires pour diffuser les acquis
- Action 3.1.4 Documenter et diffuser les bonnes pratiques et les problèmes liés à l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau potable en milieu rural dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet
- Action 3.1.5 Des partenariats sont développés avec d'autres agences de développement et d'autres fonds pour répliquer les bonnes pratiques sur d'autres sites
- Action 3.1.6 Des microprojets sont préparés et soumis pour financement

Critère de qualité (Indicateurs de suivi de la bonne mise en œuvre de l'activité)	Méthode (Réunions tenues, visites sur terrain, etc....)	Résultat(s) des activités		
		Appréciation du bénéficiaire (Quelle est la valeur ajoutée des résultats de l'activité ?)	État des ressources affectées (Taux d'utilisation des ressources par activité)	Respect du délai d'exécution
Indicateurs : - Nombre de supports et documents diffusés (échelle	-Tournage du film documentaire et interviews des acteurs et usagers dans les	- Les bénéficiaires du projet ont des supports sur le déroulement dudit	100%	- Produits de communication : Cette activités est

<p>de diffusion (locale, régionale, nationale), et nombre d'acteurs visés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins une visite des membres des CA des GDA bénéficiaires à des GDA à succès. - Nombre de visites organisées pour les partenaires aux sites de projet 	<p>différentes localités du projet, tout au long de mise en œuvre de ses activités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des GDA à succès et élaboration d'un planning des visites selon les besoins des GDA -4 visites effectuées en faveur des membres du CA à des GDA à succès - 5 visites sur terrain ont été organisées pour les partenaires techniques et financiers 	<p>projet (difficultés rencontrées, mesures prises et leçons apprises) ce qui leur permet de mieux planifier leurs projets et interventions futurs</p> <p>Les facteurs du succès des GDA sont identifiés</p> <p>Les partenaires financiers ont pris part des réalisations du projet et leur impact sur la population locale.</p>		<p>tributaire de la mise en œuvre de toutes les autres activités du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visites d'échange : aucun retard n'a été enregistré.
<ul style="list-style-type: none"> - Comité de pilotage constitué de divers acteurs - Au moins 2 réunions du comité de pilotage par an. - Le rapport de la mission de l'évaluation finale est élaboré 	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de pilotage a été constitué - 7 réunion de comité de pilotage ont eu lieu durant la période du projet - Un consultant indépendant a été choisi par processus d'appel d'offre pour assurer la mission d'évaluation finale 	<p>Les acteurs à l'échelle Nationale, Régionale et Locale participent activement à la prise de décision liée à la mise en œuvre du projet.</p> <p>Un rapport d'évaluation finale traçant les résultats et les bonn</p>	100%	
<p>Rapports préparés</p>	<p>4 rapports de suivi trimestriel et un rapport annuel traçant le déroulement des activités la réalisation des cibles et rapportant sur les bonnes pratiques ont été élaboré chaque année. Ceci en plus des rapports spécifiques à la demande des partenaires et donateurs</p>	<p>Un suivi periodique traçant la réalisation physique et financière du projet ainsi que les problèmes surgis et les mesures prises pour surmonter les difficultés ce qui a informé et renseigner la prise de décision afin de prendre les ajustement nécessaires</p>	<u>100%</u>	<p>Les délais ont été respectés</p>
-				

LE PROJET EN CHIFFRES

Amélioration de l'accès à l'eau potable de qualité dans 18 localités rurales :

- **40 GDA d'eau potable** ont été étudiés (diagnostic socioéconomiques)
- **Études de faisabilité pour 22 SAEP dans 22 localités rurales**
- **18 SAEP réhabilités et remis en état** (77 km de conduites ont été renouvelés, 1123 branchements individuels ont été installés).
- **18 292 usagers dont 9247 femmes** (soit 3508 familles) pour lesquels un accès continu à une eau potable de qualité a été assuré

Renforcement de capacités :

293 bénéficiaires dont 95 femmes entres membres des CA des GDA, des services techniques, institutions publiques, autorités locales, associations locales et usagers (Plan de renforcement de capacités et d'assistance technique) :

- **18 GDA** (plus de 35 membre des Conseils d'Administration des GDA) ont vu leurs capacités de gestion administrative, financière et techniques des SAEP améliorées.
- **25 techniciens des cellules d'encadrement des GDA** dans les quatre CRDA concernés ont vu leurs capacités améliorées dans l'encadrement et le coaching des GDA, la communication et gestion passive des conflits.
- **9 Membres (2 femmes) des ONG locales** ont participé aux différentes activités de renforcement des capacités ;
- **187 Usagers (64 femmes)** dans 12 localités ont assisté aux différents workshops locaux et ateliers régionaux sur la bonne gestion des SAEP ;
- **34 représentants (16 femmes)** des institutions régionales et des autorités locales ont suivi les sessions de formation et de renforcement de capacités.
- **2 guides** de formateurs et de bonne gouvernance de GDA ont été élaborés

Partenariats avec 4 associations locales pour la mise en œuvre des projets dans les localités d'intervention du projet (formation et sensibilisation sur la gestion des GDA, l'eau et le droit de l'Homme, L'hygiène et l'économie de l'eau, genre et participation active des femmes dans la vie publique et la prise de décision liée à l'eau potable).

1293 bénéficiaires dont 606 femmes :

Une animation 2D de sensibilisation sur la gouvernance des GDA et SAEP en milieu rurale a été produites et largement diffusées auprès de 20 CRDA et plus que 100 responsables et experts.

Renforcement des 4 cellules d'encadrement des GDA par des véhicule tout terrain (un véhicule / CRDA) afin de facilité leur mission et assurer un encadrement de proximité

Intégration de l'aspect Genre :

- **8 femmes élues** membres des conseils d'administration des GDA
- **14 études**, diagnostics genre et plan d'action visant l'intégration des femmes dans le processus de prise de décision liée à la gestion de l'eau potable ont été élaborés pour 14 localités d'intervention du projet.
- **Un centre de rencontre et d'échange pour les femmes** a été mis en place dans une localité pilote.
- **Un plan de formation et de renforcement du rôle des femmes** dans la vie publique et la prise de décision liée au développement de leurs localités (160 femmes bénéficiaires)
- **Renforcement les capacités du GDA de Chnenfa** afin consolider les AGR féminines (formation et fourniture d'équipements d'élevage avicole et extraction de l'huile de lentisque)

Bonnes pratique et valorisation des résultats :

- **Environ 300 professionnels, responsables, décideurs, experts et membres d'ONG** se sont informés et éclairés sur les expériences de 15 pays africains asiatiques et européens dans la gestion participative de de l'eau potable

notamment en ce qui concerne la délégation de la gestion des SAEP aux opérateurs privé dans le cadre d'un partenariat Public - Privé (PPP) à travers l'organisation d'une conférence internationale (water Days).

- **9 produits de communication et de capitalisation des résultats** et bonnes pratiques du projet (Un documentaire, sept capsules de témoignage des bénéficiaires et institutions et un rapport de capitalisation des résultats).

SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

Le projet amélioration de la gouvernance locale de l'eau potable a été assujéti à une évaluation finale. Ci-après remarques ressorties de la mission de l'évaluation :

1- Pertinence par rapport aux priorités nationale/besoins des communautés locales

- 1.1. *LA PERTINENCE DE CE PROJET EST CATEGORIQUE. Il répond à des besoins réels. Sa cohérence est totale avec la politique nationale de l'eau potable menée en Tunisie et à l'échelle internationale, avec les engagements pris par la Tunisie pour la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire. Aussi le projet répond aux besoins des communautés rurales en matière d'accès continu à l'eau potable.*
- 1.2. *SA CONCEPTION EST ACCEPTABLE. Le cadre logique construit répond pour une grande part aux exigences de la confection de cet outil, malgré quelques maladresses techniques et inadvertances relevées à différents niveaux, telles que : Dans la formulation de certains éléments de la chaîne des résultats qui prête à confusion (output 1), dans certains liens de causalité qui ne sont pas évidents (output 2) ou dans le niveau de positionnement inadéquat des éléments formant la logique d'intervention, tel que le positionnement de l'output 2 et celui du champ d'actions 1.3.*

2- Efficacité à apporter des changements sur le plan institutionnel et de renforcement des capacités

Sur le plan de son efficacité et de son impact, globalement les objectifs fixés au départ ont été atteints dans une large mesure, nonobstant un déficit relevé par rapport à l'atteinte de l'outcome formulé au départ en ces termes « le produit essentiel du projet est de créer des mécanismes aux niveaux régional et local pour permettre la participation des personnes (hommes, femmes, jeunes), la société civile et le secteur privé dans la planification et la mise en œuvre de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales». En effet, cet outcome na pas été pleinement atteint.

- 2.1. *Spécifiquement à la réhabilitation des SAEP : Le nombre prévu de bénéficiaires a été atteint et largement dépassé. Le projet en a touché près de 18292 soit 66% de plus à ce qui a été prévu au départ. On peut constater aisément de toutes les commodités dont jouissent présentement ces familles en rapport avec leur passé sur le plan de bénéfice d'eau potable.*
- 2.2. *Spécifiquement se rapportant à l'efficacité et à l'impact de l'opération Renforcement des capacités des acteurs locaux et régionaux :*
 - 2.2.1. *Le programme confié aux ONG ayant pour finalité la sensibilisation de la population et des GDA, peut être considéré comme abouti, ne serait-ce que pour avoir mieux rendu réceptifs les deux protagonistes sur le plan local (GDA et population) sur les enjeux que présente une bonne gouvernance de la ressource eau et aussi pour avoir pu favoriser le rapprochement entre eux.*
 - *Un nombre appréciable de personnes (1293) dont 47 % de femmes, ont bénéficié de l'accompagnement assuré par ces ONG. L'intérêt particulier porté aux écoliers est de même intelligent et des plus fructueux.*
 - *Les effets observés induits par ce programme sont une conscientisation plus affirmée des bénéficiaires en rapport avec les enjeux environnementaux liés à la gestion de l'eau potable ainsi qu'une plus forte conviction chez l'ensemble des bénéficiaires du rôle tangible que peut jouer la femme dans la gouvernance locale de l'eau potable*
 - 2.2.2. *Le programme destiné exclusivement à l'aspect Genre, sous forme de diagnostic participatif avec tous les acteurs, a mobilisé 286 personnes dont 70% de femmes. Ce programme a réussi à cerner la problématique qui handicape la participation de la femme dans le développement local et plus particulièrement dans la gouvernance de l'eau potable, et d'identifier des pistes d'actions propices à apporter des réponses à cette problématique. Une action pilote a été initiée par le projet pour mettre en œuvre les pistes d'actions identifiées.*

- *Les résultats de ce programme ont eu des répercussions au-delà du projet. Ils ont suscité l'intérêt de plusieurs structures au niveau régional et national avec qui ces résultats ont été partagés.*

2.2.3. *Le programme d'Assistance et de Renforcement des Capacités conduit par le consortium de bureaux spécialisés, qui s'adressait principalement aux structures locales et régionales (GDA, CRDA, ONG). Un nombre appréciable de personnes (293) dont près d'un tiers de femmes en ont bénéficié*

- *D'une manière générale, ce programme a permis à l'ensemble des bénéficiaires d'acquérir un package, en termes d'enrichissement de connaissances individuelles sur des thèmes pouvant être fort utiles pour traiter du sujet de la gouvernance. Le travail effectué a configuré des lignes de forces susceptibles de concourir à la structuration de la gouvernance de l'eau potable dans ces milieux*

D'une manière particulière, il a fait bénéficier les GDA d'une expertise sur le plan technique et sur le plan de la gestion de leur structure. Des problèmes techniques au niveau des infrastructures hydrauliques dont les GDA ont la charge ont été solutionnés et des conseils individualisés à chaque GDA pour une meilleure exploitation et entretien des équipements ont été prodigués. Sur le plan de la gestion, des revues de la tenue des documents administratifs et comptables ont été accomplies.

Des améliorations sont constatées à ces deux niveaux chez la plupart des GDA impliqués dans le projet. Cependant ce travail reste malencontreusement lacunaire, spécialement au niveau de l'intervention réalisée auprès des GDA, qui représentent la cheville ouvrière de tout le système autour duquel s'organise la gouvernance de l'eau potable.

Cette lacune se rapporte à un déficit en matière d'accompagnement des membres de cette structure dans le changement de leurs attitudes et comportements pour faire le chemin nécessaire menant à la gouvernance.

Le focus a été porté plus sur le concept de gestion que sur celui de la gouvernance. Ces concepts se différencient pourtant. Cette lacune n'est pas afférente exclusivement au programme de renforcement des capacités. Elle est tributaire aussi bien à l'amalgame confusionnel porté tout au long du projet entre les concepts « gestion et gouvernance » présent chez un nombre non négligeable d'acteurs. Ce dernier point reste toujours au stade de réflexion et de discussion au niveau des CRDA et des GDA.

- *Il est à signaler l'insuffisance d'appréciation générale par le projet quant aux voies et moyens pour traiter le sujet de la gouvernance, qui ne pourrait se concevoir que dans une approche globale intégrant notamment les changements d'attitudes et de comportements des parties en présence.*

3- Efficience dans l'utilisation des ressources du projet

- 3.1. *L'approche adoptée par le projet, consistant à commencer par des fonds catalyseurs sans attendre à avoir le total du montant nécessaire pour atteindre le résultat attendu de 18 localités semble être une bonne pratique. Cette manière de procéder peut-être recommandée pour les projets futurs d'opter pour les fonds catalytiques pour pouvoir mobiliser des fonds additionnels en montrant une capacité d'atteindre les résultats escomptés. Cette procédure d'approche est sans nul doute innovante et avantageuse*
- 3.2. *La trajectoire agrégée des dépenses globales est en conformité avec le rythme d'évolution des activités. Ceci entérine le décalage dans le temps d'une partie des actions planifiées, se poursuivant sur toute l'année 2015 et même emboîtant sur l'année 2016.*
- 3.3. *En se référant à la répartition des dépenses par activité, on est enclin à songer que le focus d'intervention a été plutôt dirigé vers la composante Réhabilitation des SAEP (61%) au détriment de la composante Renforcement des capacités et du processus de mise en place d'un système de gouvernance local amélioré (19%). Bien qu'on aurait pu réserver un peu plus de ressources à la composante Renforcement des capacités pour lui donner plus de consistance en rapport avec l'enjeu tellement décisif qu'elle constitue, cet écart s'explique aisément par le caractère conditionnel de primauté que prend la réhabilitation des SAEP. En effet, l'amélioration d'abord de l'accès à l'eau potable aux populations représente un préalable quasi incontournable, si l'on veut acquérir l'adhésion de celles-ci à la nécessité d'améliorer la gouvernance locale de cette ressource.*

4- La durabilité des résultats

- 4.1. *La durabilité à court terme (quelques mois ou au plus une année) : la stabilité du projet est relativement acquise à notre avis. Des signes positifs en faveur de la stabilité existent et se maintiendront fort probablement à court terme. Ces signes positifs se rapportent à l'implication, la sensibilisation et la formation durant le projet des divers acteurs qui restent et resteront, avec une forte probabilité, confiants et motivés, pour déployer des efforts en vue de la mise en place d'un système amélioré de gouvernance, qui leur permettra de devenir relativement des acteurs responsables.*

- 4.2. Quant à la durabilité à moyen et long terme notamment en ce qui concerne un système de gouvernance amélioré viable est mis en place, rien ne l'assure à ce stade. Des dispositions devraient être prises à court terme pour donner au projet une nouvelle impulsion focalisée sur le système de gouvernance.

DEFIS DE MISE EN OEUVRE ET EVALUATION DES RISQUES

Contenu :

1- Décrire les difficultés rencontrées lors de l'implémentation du projet

N°	Liste des risques mise à jour	Catégories du risque ³	Actions entreprises / à entreprendre pour la gestion du risque
1.	Les capacités de gestion et de mise en œuvre des ONG créées après 2011 ne permettent pas la mise en œuvre des plans de formation et d'encadrement et de faire le suivi physique et financier proposés.	Opérationnel	Un Atelier de formation sur la gestion axée sur les résultats « GAR » et l'approche basée sur les droits humains « ABDH » a été tenu du 20 au 23 août 2013 avec la participation des partenaires à l'échelle nationale et locale : les GDA, les 4 CRDA, les ONG partenaires et les techniciens de l'administration centrale (DGGREE).
2.	La réticence des entreprises de travailler dans certaines régions suite aux événements produits dans la période post-révolution. (Protestation, grèves, sit-in, revendications sociales. Attaques terroristes) ce qui peut engendrer des retards dans la mise en œuvre du projet. Nb : Ce risque a augmenté après les événements de Chaambi au gouvernorat de Kasserine. Ce risque est devenu ainsi une hypothèse.	Politique & opérationnel	Des réunions avec les entreprises hydrauliques de chaque région ont été tenues dans les CRDA de Kasserine et Béja. A la fin de ces réunions, les entrepreneurs se sont familiarisés avec les procédures, les cahiers des charges, et les appels d'offres lancés par le PNUD. Aussi une démonstration a été faite sur la consultation des appels d'offre et le téléchargement des dossiers d'appels d'offres sur les sites web (du PNUD et de l'ONU) puis les DAO relatifs aux offres lancées dans le cadre du projet ont été distribués à tous les entrepreneurs présents.
3.	L'intégration de l'aspect genre dans le processus de décision lié à la gestion de l'eau potable peut engendrer des conflits sociaux ou générer des effets négatifs s'il n'est pas bien étudié et n'est pas bien approprié par la population locale notamment les hommes.	Stratégique	Une étude sur l'analyse genre a été élaborée, en 2014 afin d'identifier des idées de projets à mettre en œuvre afin d'intégrer l'aspect genre dans la prise de décision relative à la gestion de l'eau rurale, et de valoriser le rôle de la femme et de renforcer sa position dans la famille et la société.
4.	Des conflits probables entre les GDA et les entreprises recrutées pour exécuter les travaux de réhabilitation d'un côté et /ou entre les GDA et les CRDA d'un autre côté du fait d'un manque de confiance mutuel entre l'administration et la population locale	Organisationnel	Une note procédurale était envoyée au CRDA. Cette note clarifie le rôle de chaque partie dans la réalisation, contrôle, décaissement des fonds et les procédures du PNUD. Aussi l'approche inclusive adoptée par le projet a fait que les GDAs participaient et assistaient à toutes les réunions même les réunions de

³ Catégories de risques : environnemental, financier, opérationnel, organisationnel, politique, réglementaire, stratégique, technique.

			démarrage des travaux et les réunions techniques qui ont eu lieu en présence des CRDA et des entreprises afin de bien expliquer les clauses des contrats et le rôle de chaque partie. Les délais d'exécution des différentes phases du projet ont été fixés et les difficultés et les solutions ont été discutées en impliquant les populations locales et les organisations qui leur représentent.
5.	Différents points de vue et pensées existent concernant les modèles de gestion de l'eau potable en milieu rural.	Stratégique	Une conférence internationale d'échanges d'expérience sur les divers modèles de gestion de l'eau potable rurale a été organisée afin d'informer et d'éclairer les décideurs tunisiens .
N°	Problèmes relevés	Solutions développées	
1.	Les mesures pour assurer la durabilité des activités relatives à l'encadrement des GDA n'ont été pas prises en considération dans les projets proposés par certaines associations.	Un atelier avec les ONG présélectionnées afin de les breffer et recadrer leurs projets en proposant au moins 3 solutions pour garantir la durabilité des activités à entreprendre, et d'améliorer les indicateurs permettant de mesurer le progrès des activités et le degré d'atteinte des résultats.	
2.	Certaines entreprises des travaux hydrauliques n'ont pas l'habitude de suivre les appels d'offres sur les sites web d'où il était indispensable de mobiliser les CRDAs pour diffuser l'information et télécharger les DAO afin de les fournir aux entreprises concernées.	<p>Plus que 40 entreprises dans les 4 gouvernorats ont été contactées (par courriers, par téléphones et par e-mail) afin de diffuser les appels d'offre, de leur expliquer les modalités de soumission et les procédures de passation de marchés du PNUD.</p> <p>Aussi des réunions avec les entreprises hydrauliques ont été organisées dans les 4 gouvernorats du projet afin de leur informer et leur encourager à participer aux appels d'offres</p>	
3.	Plan de charge très encombré des entreprises hydrauliques suite au lancement des appels d'offres des projets retardataires des programmes régionaux de 2011 et 2012 et ceux du programme de 2013 dans la même période.	Ciblage des petites et moyennes entreprises et autorisation de la participation des groupements d'entreprises.	
4.	La faible participation des femmes dans les réunions de concertation. (En 2012 et 2013 le taux moyen des femmes qui participent dans les réunions ne dépasse pas 4 % : 4% pour Chenfa, 11% pour Oum Jdour et 0% pour les autres localités).	<p>Le projet a mis l'accent sur le sujet de participation des femmes tout au long du processus de prise de décision lors des ateliers qui ont eu lieu en avril 2013 avec les ONGs qui ont présenté des projets d'encadrement des GDAs. L'intégration du genre était parmi les critères de sélections des ONG partenaires du projet pour le l'encadrement des GDAs et la sensibilisation de la population locale.</p> <p>Prise en considération de l'implication du Genre Tout un module sur l'implication du genre</p>	
5.	Charge de travail très importante pour les partenaires de mise en œuvre, notamment les CRDA qui sont peu dotés en capital	4 VNU nationaux (2 femmes et 2 hommes) ont été recrutés et ont pris leurs fonctions au mois	

	humain permettant d'assurer un suivi très rapproché des activités programmées dans le cadre du projet.	d'août 2013 pour appuyer les CRDA (1 VNU / CRDA) dans la mise en œuvre et le suivi des activités sur terrain.
6.	La faible réactivité des CRDA concernant l'identification des nouvelles localités de nature à retarder l'exécution du projet. (le projet a mobilisé des fonds supplémentaire pour étendre le projet vers d'autres localités)	Le projet a appuyer les CRDA à travers le recrutement de bureaux d'étude pour faire les études de faisabilité pour à même d'élaborer les dossiers d'appels d'offres et d'identifier les nouvelles localités.

- 2- Décrire les facteurs qui ont contribué à la non réalisation des résultats escomptés (si applicable)
- 3- Décrire quels ont été les risques lors de l'implémentation du projet et quelles ont été les actions entreprises pour les réduire.

LEÇONS APPRISSES ET MEILLEURES PRATIQUES

Contenu :

1- Implémentation du projet.

- Le cas d'un projet conçu dans un contexte social et politique différent de celui de son démarrage et exécution (après la révolution de 2011). La réalisation d'une mission ad hoc dans la zone de convergence du projet, pour valider par tous les acteurs et la population locale, les objectifs et les interventions planifiées, et se positionner en rapport avec le nouveau contexte, comme était accompli par ce projet, a montré son bienfondé et tous les avantages que l'on peut en tirer.

2- Les facteurs qui ont contribué à la réalisation des résultats escomptés

- L'implication d'ONG, particulièrement locales, peut valoriser les résultats d'un projet, dont la thématique porte sur la gouvernance de l'eau potable en milieu rural. La valeur ajoutée apportée par ces organisations locales se rapporte aux aspects suivants :
 - a. Une disponibilité quotidienne sur le site du projet qui est un gage de contacts permanents avec la population locale durant la période du projet, et par corollaire une source d'information de proximité au profit des bénéficiaires
 - b. Une meilleure maîtrise des rapports entre les composantes de la population cible. Les ONG locales ont une connaissance vécue de ces rapports et peuvent de ce fait, offrir au projet des pistes concrètes d'intervention, principalement lorsque la demande est orientée sur un processus qui vise à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuel et collectif, ce qui est le cas lorsque l'on aborde la gouvernance
- Intégration des écoliers : L'amélioration de la gouvernance de l'eau potable étant un processus lent qui se développe progressivement à moyen et long terme, le choix d'intégrer dans la démarche des écoliers qui seront les acteurs de la gouvernance de demain, justifie considérablement cet intérêt.

Renforcement de capacités :

- Le fait d'associer les personnes et les groupes potentiellement bénéficiaires à l'élaboration d'un programme (contenu et approche pédagogique) de renforcement des capacités, Comme ce fut le cas de ce projet, présente de multiples avantages. Cela permet de s'assurer que le programme à mettre en œuvre est approprié en termes de fond et de forme. Les apprenants sont plus motivés et manifestent un meilleur engagement quand ils comprennent le pourquoi du choix porté sur les thèmes à aborder, et pour quelle finalité.

Aspect Genre : Étude de diagnostic genre

Les leçons susceptibles d'être tirées de cette opération couvrent deux aspects :

- *L'intérêt de la conduite d'un diagnostic qualitatif et participatif sur le genre» comme cela a été le cas dans ce projet, lorsque l'on aborde la thématique de l'aspect genre en liaison avec la gouvernance de l'eau potable en milieu rural. Cette approche est très profitable, elle permet de mieux s'approprier le sujet en explorant l'univers des femmes avec ces dernières, de mieux comprendre les attitudes et les comportements de la société dans lesquelles elles vivent et de mieux saisir leurs motivations et leurs attentes.*

3- *ce qui aurait pu être fait différemment*

Une temporalité non ordonnée entre des événements du projet dans certaines localités de convergence du projet. Cas dans ce projet entre les deux événements : Opération renforcement des capacités et les travaux de réhabilitation des SAEP où la temporalité non ordonnée de ces deux événements a créé un biais. Il est primordial de veiller à la suite logique des événements planifiés.

4- *Recommandation pour améliorer la programmation des projets futurs ?*

Décliner le plan d'action global en plans locaux. Cécidie d'élaboreront un plan d'action et un chronogramme d'activités spécifiques pour chaque localité afin de bien ordonner les activités et les interventions au niveau local et sur site de projet.

5- *Les meilleures pratiques qui ont contribué à l'atteinte des résultats*

Bonnes pratiques

1. Sur le plan stratégie d'intervention :

Le projet a rompu avec les approches de développement « descendantes » et a réussi le pari d'une adaptation continue à des situations complexes ou d'exceptions. La clé de cette réussite repose sur :

- *Une approche participative, à travers l'implication active des parties prenantes au niveau local, régional et national dans la définition du projet et des actions d'amélioration de la gouvernance locale de l'eau ;*
- *La concertation et l'implication des représentants de toutes les parties prenantes de la conception jusqu'à l'exécution du projet ;*
- *Une approche de développement inclusif, consistant en l'identification par les populations locales touchées par la problématique d'actions améliorant leurs conditions de vie et contribuant à la gestion durable de l'eau, ainsi que la valorisation de leur savoir-faire et de leurs patrimoines matériel et immatériel.*

2. Bonnes pratiques méthodologiques

Afin de se rapprocher des populations cibles, le projet a étroitement collaboré avec les organisations de la société civile. Le projet a impliqué des associations locales qui ont contribué à la mobilisation des populations et au renforcement de leurs capacités afin de les engager d'une manière efficace et durable. Ce qui a permis de renforcer le sentiment d'appartenance des communautés cibles et assurer leur adhésion au projet. Ces associations ont également contribué à l'identification de personnes ressources au fort potentiel de leadership. Ces dernières ont assuré la liaison avec leurs communautés et ont été à la fois un relai de communication et un soutien dans le dépassement des difficultés liées aux tensions communautaires. Dans les gouvernorats d'intervention, les partenariats noués avec des associations ont permis l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux difficultés rencontrées sur le terrain et les zones d'interventions. Dans le quatrième gouvernorat, où aucune association n'était impliquée, on a au contraire observé une forte résistance de la part de la population cible et de plus amples difficultés dans la gestion des conflits au sein de la population locale. Le projet, en initiant ces actions pilotes avec 4 associations locales et en dépit des défis majeurs

rencontrés, a contribué à établir un modèle de partenariat, reproductible et extensible à d'autres projets et programmes de développement.

3. Bonnes pratiques et approche genre

À tous les niveaux de mise en œuvre, le projet « Amélioration de la gouvernance locale de l'eau potable en milieu rural » a favorisé l'intégration de la dimension genre :

- Une partie importante du projet a consisté à cerner les raisons entravant la participation des femmes dans la gouvernance de l'eau potable et à identifier des pistes d'actions propices à faciliter leur intégration. La première étape a été la réalisation d'un diagnostic qualitatif et participatif, permettant d'identifier les principaux obstacles et les causes sous-jacentes majeures de cette problématique.
- Le projet a étroitement collaboré avec les femmes, processus garant de la pérennité du projet, au moyen d'actions permettant leur insertion économique. En effet, les expériences passées de projets de développement révèlent l'importance du rôle des femmes rurales pour la pérennité des actions engagées. Lorsque celles-ci accèdent aux ressources naturelles et matérielles, qu'elles en maîtrisent l'exploitation et la gestion grâce à un processus de renforcement des capacités, les effets multiplicateurs sont renforcés

4. Bonnes pratiques et pérennité du projet

Pour assurer la pérennité des actions entreprises au-delà de la période du projet, un système partenarial de gouvernance locale améliorée de l'eau potable a été mis en place dans les localités d'intervention. Ce système a été construit au moyen de :

- Un transfert de connaissances des populations locales à travers la formalisation des connaissances critiques et leur diffusion à l'aide de guides de formation et de bonne gouvernance, ce en plus de la réalisation d'une animation 2D pour la sensibilisation de la population locale sur leur organisation et le mode de gouvernance locale des ressources en eau.
- Une communication multimédias retraçant le projet à ses différentes étapes et capitalisant la mémoire du projet à travers la réalisation d'un film documentaire, des capsules de témoignages des bénéficiaires et des parties prenantes et un rapport de capitalisation des résultats et bonnes pratiques.
- Retombées des activités menées en termes de renforcement des capacités et d'accompagnement, qui ont conscientisées autant les acteurs institutionnels que la population locale. Les divers acteurs impliqués, sensibilisés ou formés durant le projet restent durablement confiants et motivés, pour déployer des efforts en vue de maintenir le système de gouvernance améliorée, qui leur permettra de responsabiliser tous les acteurs in fine.

6- Possibilité d'appliquer les bonnes pratiques du projet dans un autre contexte/Pays

Leçons apprises :

1- Une collaboration essentielle avec les organisations de la société civile pour faciliter l'accès aux populations cibles :

Les institutions ne peuvent être présentes à l'échelon local de par la nature de leurs missions, posant alors des difficultés pour se connecter efficacement aux populations locales. La collaboration avec les OSC (Associations locales) travaillant directement avec les bénéficiaires finaux doit être intégrée dans tout projet afin d'atteindre la population cible et répondre à son besoin d'une manière efficiente.

2- Importance de la communication entre les parties prenantes pour la durabilité des actions :

Il est essentiel de veiller au transfert des compétences et connaissances en matière de communication afin de permettre aux instances publiques de s'inscrire durablement dans une dynamique de promotion des travaux réalisés vers une plus large audience.

- 3- *Une nécessaire prise en considération des changements de modes de vie induits par les projets : Afin de pérenniser les résultats de tout projet sur le long terme et de lever les résistances de la population qui voit ses habitudes changer, des activités accompagnant ces changements doivent être planifiées et intégrées.*
- 4- *Intégrer l'approche genre en renforçant le rôle fédérateur des femmes et leurs compétences en matière de leadership :*
Intervenant sur plusieurs échelles et étant directement concernées par de nombreuses problématiques d'ordre social et environnemental, les femmes sont les meilleurs relais de tout projet pour les aspects relatifs à la gestion de conflit et la levée des résistances liées au changement.
- 5- *Renforcer les partenariats public-privé pour une collaboration fluide basée sur les compétences de chaque intervenant :*
Il est important d'intégrer les partenariats public-privé (PPP) afin d'amener une plus grande souplesse de gestion et renforcer les synergies. Il est aussi nécessaire de mobiliser des compétences spécialisées pour améliorer la qualité de service pour la population.
- 6- *Développer l'expertise locale :*
Le projet, en impliquant des ONGs déjà présentes à l'échelle régionale et locale, a assuré sa continuité sur le long terme. De plus, les membres de ces ONGs, généralement composées de jeunes diplômés sans emploi, ont gagné en expérience et expertise en participant à la mise en œuvre des activités. Cette opportunité pour développer leurs compétences a permis leur insertion professionnelle dans d'autres organismes travaillant sur la même thématique.
- 7- *Décentraliser le processus de planification et d'exécution et impliquer activement les communautés locales :*
Il est nécessaire que les institutions centrales impliquent directement les instances régionales et locales. Cela permet une plus grande efficacité en regard de la connaissance et de la maîtrise du terrain. De plus, le renforcement de ce maillon permet d'asseoir le lien avec les populations rurales, ce qui facilitera l'accès à ces populations lors d'interventions futures. L'expérience du projet dans les 4 gouvernorats est une initiation au processus actuel de renforcement du rôle des communautés locales dans la planification du développement.
- 8- *Partager la capitalisation de l'expérience et des résultats :*
Les produits des projets doivent être communiqués et transférés aux organisations impliquées, de manière à ce qu'elles puissent les utiliser comme référence dans de futurs projets sur les mêmes localités ou le même secteur.

RÉSUMÉ FINANCIER



Empowered lives.
Resilient nations.

1- Décrire brièvement l'utilisation des fonds dans le cadre du projet (un paragraphe narratif)

Le total des ressources financières déployées pour ce projet s'élève à un montant de 2 421 380,01USD :

- Fonds catalyseur du programme régional Gouvernance de l'Eau dans les pays arabes de 145 000 USD ⁴(Fonds du gouvernement de Finlande)
- Un fonds supplémentaire de 1 000 000 USD a été mobilisé en 2013 de la part du gouvernement du Japon (une année après le démarrage du projet)
- Un fonds supplémentaire de 50 000 USD a été mobilisé en 2016 de la part du gouvernement de Finlande pour mettre en œuvre une action pilote sur le genre.
- Un fonds supplémentaire de 8 133.30 USD de la part du PNUD-Tunisie a été alloué au projet pour la réalisation du rapport de capitalisation des résultats et l'impression des guides de bonne gouvernance de l'eau potable en milieu rurale.

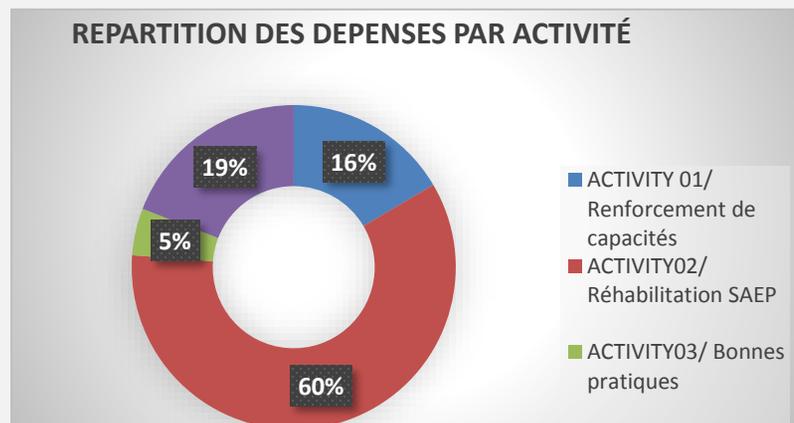
Les Ressources mobilisées par le projet et qui sont issues des multi bailleurs désignés dans le tableau ci-après(sans compter le fonds du WGP-AS) :

Donateur	Ressources prévues au début du projet	Ressources collectées	Dépenses (USD)						Total des dépenses (USD)	Reliquat
			2012	2013	2014	2015	2016	2017		
PNUD 00012	65 000,00	73 133,30	23 309,98	31 066,49	0,00	0,00	4 398,40	14 358,43	73 133,30	0,00
Finlande 00110	60 000,00	110 000,00	11 516,29	45 338,92	288,32	2 416,52	22 333,02	20 917,82	102 810,89	7189,11
Japon 00241	1000000.00	1 000 000,00	0,00	176 451,58	373 105,92	404 049,80	46 392,70	0,00	1 000 000,00	0,00
Tunisie 00243	600 000,00	493 246,71	0,00	0,00	45 163,52	374 505,42	60 866,49	5 495,28	486 030,71	7216,00
CCF 11730	600 000,00	600 000,00	0,00	31 163,11	250 384,46	241 150,95	77 301,07	0,41	600 000,00	0,00
Total	2 325 000	2276380,01	34 826,27	284 020,10	668 942,22	1 022 122,69	211 291,68	40 771,94	2 261 974,90	14 405,11

Le projet a mobilisé 98 % des ressources prévues. Les dépenses réelles représentent 99.37% des ressources reçues, les reliquats représentent le montant qui est réservé à l'organisation de l'atelier de clôture.

⁴ Ce montant n'est pas comptabilisé dans le tableau ci-avant vu que ce sont des dépenses payées directement par le bureau régional du PNUD pour la région arabe (Programme Régional de Gouvernance de l'Eau dans les pays arabes- WGP-AS)

TOTAL GENERAL						
Activité / Donateurs	00012	00110	00141	00243	11730	Total général
ACTIVITY 01/ Renforcement de capacités	27 174,98	20 509,61	82 069,65	2 472,99	241 434,60	373 661,83
ACTIVITY02/ Réhabilitation SAEP	0,00	1 030,61	755 525,80	283 329,63	309 503,13	1 349 389,17
ACTIVITY03/ Bonnes pratiques	3 912,98	4 267,07	40 608,69	29 130,61	20 523,02	106 020,01
ACTIVITY04/ M&E	28 416,43	77 003,60	121 795,86	171 097,48	28 539,25	432 903,89
Total général	73 133,30	102 810,89	1 000 000,00	486 030,71	600 000,00	2 261 974,90



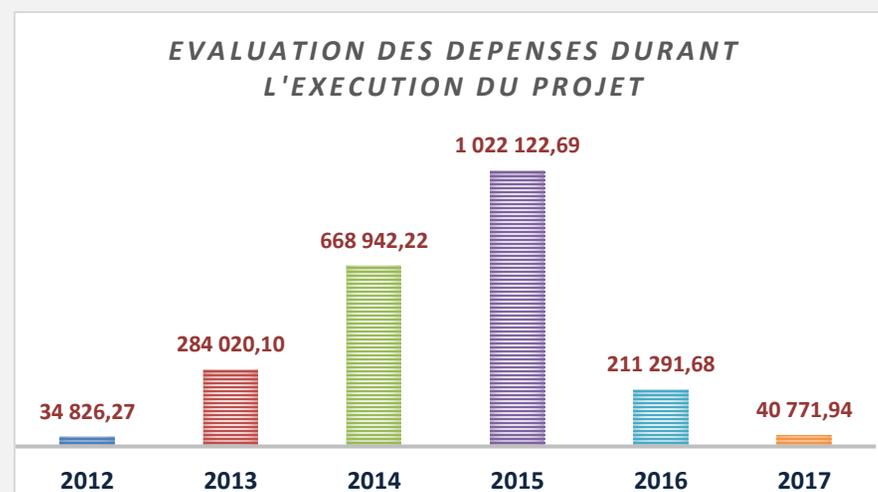
Si l'on se réfère à la répartition des dépenses par activité, on est enclin à songer que le focus d'intervention a été plutôt dirigé vers la composante Réhabilitation des SAEP (60%) au détriment de la composante Renforcement des capacités et du processus de mise en place d'un système de gouvernance local amélioré (16%).

Cet écart s'explique aisément par le caractère conditionnel de primauté que prend la réhabilitation des SAEP.

En effet, l'amélioration d'abord de l'accès à l'eau potable aux populations représente un préalable quasi incontournable, si l'on veut acquérir l'adhésion de celles-ci à la nécessité d'améliorer la gouvernance locale de cette ressource.

La trajectoire agrégée des dépenses globales est en conformité avec le rythme d'évolution des activités.

Ceci entérine le décalage dans le temps d'une partie des actions planifiées, se poursuivant sur toute l'année 2015 et même emboîtant sur l'année 2016. Les dépenses de 2017 concernent la mise en œuvre d'une action pilote pour le renforcement du rôle des femmes dans la prise de décision liée à la gestion de l'eau potable et le développement socioéconomique de leurs localités



SIGNATURE



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Pour l'agence d'exécution :

Nom et Prénom :

Titre :

Signature:

Date:

Pour le PNUD :

Nom et Prénom :

Titre :

Signature :

Date :

ANNEXES

- 1- *Rapport d'évaluation finale;*
- 2- *Document du Projet;*
- 3- *Convention de contribution du bailleur destinataire du rapport ;*
- 4- *État des équipements ;*
- 5- *État de trésorerie quand c'est applicable ;*
- 6- *Produits de communication les plus pertinents développés dans le cadre du projet ;*
